

L'Aigle Infos

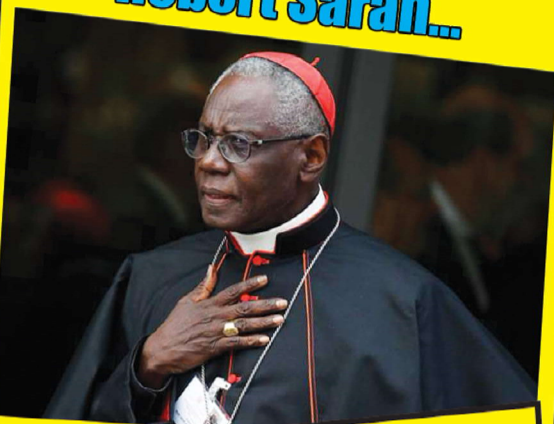
L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°205 du lundi 03 janvier 2022- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Cathédrale Sainte Marie P.5

L'Homélie du cardinal Robert Sarah...



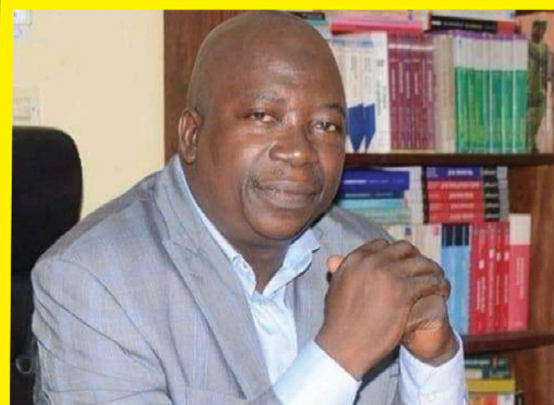
Polémique autour des Cases de Bellevue P.4

Hadja Andrée Touré répond au cardinal Robert Sarah



Fracture mémorielle en Guinée

Ce qu'en pense l'ex-bâtonnier Me Mohamed Traoré P.4



L'organisation des élections confiée au MATD
Les porte-parole du Gouvernement en donne les raisons P.4

Décisions du Conseil des ministres
Les départements ministériels invités à payer correctement leurs factures d'eau et d'électricité P.6

Justice

La ministre limogée, 41 autres magistrats envoyés à la retraite P.6

INTERVIEW DR FAYA MILIMONO, PRÉSIDENT DU BL

« Nous avons montré que la classe politique peut se mettre ensemble. »



P.3

Edito à vue d'Aigle

La réconciliation, un véritable serpent de mer !

A l'occasion du nouvel an, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a fait une importante adresse à la nation le vendredi 31 décembre 2021. Une adresse dans laquelle il a annoncé pour le premier trimestre de 2022 la tenue des assises nationales dénommées «Journées de vérité et de pardon» sur toute l'étendue du territoire national et dans nos ambassades à l'étranger... P2

Edito à vue d'Aigle



La réconciliation, un véritable serpent de mer !

A l'occasion du nouvel an, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a fait une importante adresse à la nation le vendredi 31 décembre 2021. Une adresse dans laquelle il a annoncé pour le premier trimestre de 2022 la tenue des assises nationales dénommées «Journées de vérité et de pardon» sur toute l'étendue du territoire national et dans nos ambassades à l'étranger.

Pour beaucoup d'observateurs, le CNRD et son président tiennent absolument à rassembler les Guinéens, sans considération de régime, d'ethnie, de région ou de religion. Il faut reconnaître que depuis sa prise du pouvoir, le tombeur d'Alpha Condé ne cesse de prôner la réconciliation des Guinéens avec eux-mêmes et avec leur histoire, aussi tumultueuse soit-elle.

De 1958 à nos jours, de nombreux Guinéens se sont posés et continuent de se poser, à juste raison, en victimes des différents régimes qui ont eu à se succéder dans le pays. Des associations de victimes se sont créées pour réclamer justice et être rétablies dans leurs droits. Parmi ces associations, l'on peut citer notamment celles des victimes du camp Boiro, des événements du 4 juillet 1985, de la grève générale de Janvier-Février 2007, du massacre du 28 septembre 2009, des manifestations sociopolitiques contre le 3ème mandat du professeur Alpha Condé.

C'est certainement pour toutes les raisons évoquées plus haut que le nouvel homme fort du pays s'est résolument engagé dans la voie du rassemblement des Guinéens de l'intérieur et de la diaspora pour les amener à se pardonner, à regarder dans la même direction et à se donner sincèrement la main pour poser les bases solides du développement harmonieux et durable de leur pays. Les

Guinéens peuvent désormais se frotter les mains par rapport à ce processus de réconciliation nationale. Les nouvelles autorités ne ratent aucune occasion pour poser des actes concrets et positifs allant dans ce sens précis et souhaité par tous les patriotes. Il y a eu tour à tour la libération des détenus politiques ; la participation du Premier ministre à une cérémonie organisée par l'Association des Victimes du Camp Boiro ; le recueillement sur les tombes des deux premiers présidents de la Guinée indépendante (Ahmed Sékou Touré, Lansana Conté) ; le recueillement au cimetière de Bambéto et au stade du 28 septembre ; la restitution des Cases de Bellevue aux héritiers de feu Ahmed Sékou Touré. Et tout le monde en convient, sans une véritable réconciliation, notre beau pays ne peut pas se développer. Le CNRD et son président ont alors cru devoir programmer les assises nationales pour que les Guinéens acceptent enfin de se dire les quatre vérités, sans animosité, et de se pardonner pour privilégier l'avenir du pays et tous ses fils. Espérons que tous les Guinéens, de quelque bord qu'ils soient, mettront la Guinée, notre maison commune, au-dessus de nos intérêts personnels.

Kéfina Diakité

Transition

Le retour de Dadis à Ouagadougou suscite des interrogations

Le mercredi 29 décembre, aux environs de 23 heures, le commandant à la retraite Moussa Dadis Camara a quitté Conakry pour Ouagadougou, la capitale du pays des hommes intègres. Un retour qui suscite, à juste raison, beaucoup de questions au sein de l'opinion.



Pour rappel, c'est le 23 décembre 2008, au lendemain de la disparition du général-président Lansana Conté que le capitaine Moussa Dadis Camara et ses compagnons du CNDD se sont emparés du pouvoir sans effusion de sang, au nez et à la barbe de tous ceux qui caressaient l'espoir de voir la transition s'opérer conformément aux dispositions constitutionnelles. Mais la suite, on le sait, aura été plutôt chaotique. Pendant que l'enfant de Koulé était aux

commandes de la Guinée, une manifestation pacifique des Forces vives de la nation a été réprimée dans le sang dans le plus grand stade de Conakry. C'était le 28 septembre 2009. Selon l'ONU et des organisations de défense des droits de l'homme, il y aurait eu plus de 150 morts et des dizaines de femmes et de filles violées. Blessé grièvement à la tête, suite à une tentative d'assassinat qui l'a visé le 3 décembre de la même année, le chef de la junte a été évacué

d'urgence au Maroc pour y recevoir des soins appropriés. C'est le général Sékouba Konaté qui le remplacera alors à la tête de la transition CNDD pour organiser la présidentielle de 2010, remportée par le professeur Alpha Condé.

Après ses soins à Rabat, Dadis a été conduit à Ouagadougou (Burkina Faso) pour y rester pendant le reste de la transition CNDD et tout le règne d'Alpha Condé. Il aura fallu attendre l'avènement du CNRD pour qu'on lui permette de rentrer au pays, où l'attend le très sensible dossier du massacre du 28 septembre. Arrivé le 22 décembre à Conakry, il était attendu à N'zérékoré, sa ville natale et la capitale de la région forestière. Mais malheureusement, il n'a pas pu effectuer ce déplacement, à la grosse déception de ses proches et soutiens. Quelques jours après, Sékouba Konaté a aussi pris son vol pour l'étranger.

Kéfina Diakité

Interpellations en dehors de toute procédure

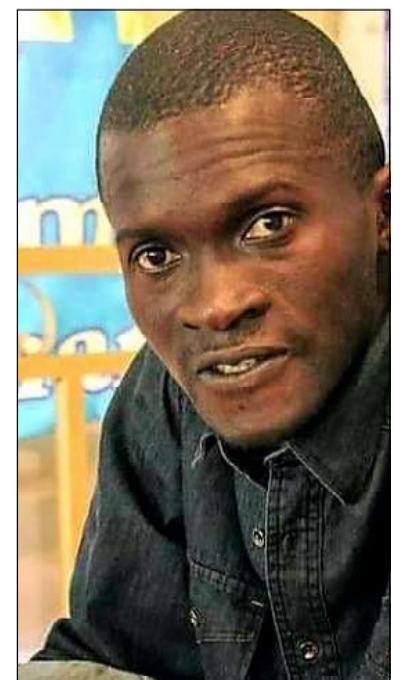
Sékou Koundouno du FNDC monte au créneau et dénonce !

Sékou Koundouno, le responsable des opérations du FNDC monte au créneau pour dénoncer ce qu'il considère comme des interpellations en dehors de toute procédure.

« La prise du pouvoir le 05 septembre dernier par le groupement des forces spéciales suivie des discours rassurants du colonel Mamadi Doumbouya chef de l'Etat, il est inacceptable et incompréhensible de nos jours que certaines unités des forces de sécurité continuent d'opérer avec des pratiques aux antipodes du respect des droits de l'homme et de libertés à travers les interpellations et convocations en violation systématique de code de procédure pénale. Les derniers cas concernent l'ancien ministre des mines et l'ancien secrétaire général du

même département. Une période d'exception ou de transition ne veut dire absolument que les forces de sécurité ont un blanc-seing d'opérer comme bon leur semble, certains officiers et sous officiers doivent se ressaisir en s'adosant à la loi comme guide afin de faire de notre patrie un pays normal. En droit la forme commande le fond car tous les citoyens sont justiciables devant nos juridictions. », Sékou Koundouno, le responsable des opérations du FNDC.

Tidiane Diallo



Interview Dr Faya Milimono, président du BL

« Nous avons montré que la classe politique peut se mettre ensemble. »

Arrivé au pouvoir le 5 septembre dernier, le colonel Mamadi Doumbouya a posé plusieurs actes positifs. Dans une interview accordée à notre rédaction, Dr Faya Milimono se dit heureux de voir le président de la transition réconcilier Dadis Camara et Sékouba Konaté. Pour lui, c'est un acte fort vers la réconciliation nationale. Le président du Bloc Libéral est revenu également sur la décision de la classe politique de s'unir pour mener des échanges relatifs à une unité d'action sur les questions essentielles de la transition en cours en Guinée. Lisez....



L'AigleInfos : Le Premier ministre a présenté la feuille de route du gouvernement avec cinq axes. Êtes vous satisfait ?

Dr Faya Milimono: Il y a déjà des axes importants qui font partie de la feuille de route. C'est vrai que c'est un gouvernement guinéen,

mais il faut bien se rappeler que le président de la Transition a dit que le délai par exemple sera fixé avec les Forces vives de la nation. Et donc ce sera fait probablement au CNT sur la base des suggestions que toutes les entités font faire. Donc, il y a déjà des axes importants qui sont contenus dans la feuille de route. Et nous pensons que si tout cela est bien travaillé dans le cadre de l'élaboration d'un chronogramme, nous arriverons à une bonne période transitoire.

Autre sujet qui est sur toutes les lèvres, c'est le tête-à-tête le weekend dernier entre Sékouba Konaté et Moussa Dadis Camara. Pensez-vous que les amis ont enfin fumé le calumet de la paix ?

Je crois qu'encore une fois, c'est un autre acte très important que vient de poser le président Mamadi Doumbouya de remettre ensemble deux frères qui ont mené un combat ensemble et qu'à un moment donné on a eu l'impression que ça n'allait plus entre eux. Je me dis, ce n'est qu'un début. Ça va se poursuivre.

Il faut que les Guinéens se regardent comme des frères et sœurs qui sont condamnés à vivre ensemble sur un territoire de 245857 Km². Et donc ou nous nous comportons comme des idiots, en ce moment nous allons mourir comme des idiots, ou nous nous acceptons et nous cultivons la fraternité et l'amour entre nous. Et c'est l'acte qui vient d'être posé à travers la rencontre du Général Sékouba Konaté avec son frère d'armes le président Moussa Dadis Camara.

Les différentes coalitions politiques, au nombre de sept, décident de regarder dans la même direction concernant la transition en cours. Et une réunion a eu lieu lundi dernier ici à Conakry. Il a été question de quoi ?

Nous avons montré que la classe politique peut se mettre ensemble. Nous avons présenté un projet de memorandum qui a été corrigé et que toutes les coalitions ont signé. Je crois que c'est tout ce qu'on peut dire par rapport à cela.

Souvent, vous partez en rangs dispersés. Cette fois-ci, qu'est-ce qui prouve que vous allez être ensemble jusqu'à la fin de cette transition ?

Je n'ai pas à rassurer qui que ce soit. Je suis un acteur politique. Je suis à la tête d'un parti politique. Si je peux être par moments avec les uns et les autres, quand ça correspond à la vision de mon parti, mais je suis aussi libre de claquer la porte, quand je considère qu'encore une fois que l'intérêt général n'est pas pris en compte. Donc par le passé, si le BL a quitté la table, c'est parce qu'il y avait des raisons valables. Et je crois que si nous regardons par derrière, nous comprenons que tout ce pour quoi le BL a claqué la porte, c'était vrai. Si nous sommes arrivés à cette cacophonie pendant dix ans, c'est parce que, quelque part les gens ont trop joué à l'intérêt personnel plutôt qu'à l'intérêt général.

Entretien réalisé par Amadou Tidiane Diallo

Discours de Nouvel An

La gestion d'Alpha Condé peinte en noir le président de la transition

Dans son adresse à la nation le vendredi 31 décembre 2021, à l'occasion du nouvel an, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a peint en noir la gouvernance passée.



transformation de notre société. C'est notre pays. C'est le pays de nos ancêtres. C'est le pays de nos enfants. C'est la terre dont l'âme fait battre le cœur de chacun d'entre nous. », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « la Nation, c'est l'unité, c'est se projeter dans la construction d'un avenir commun ; c'est un peuple qui se sent guinéen, au-delà de ses origines, de ses ethnies, de ses particularismes régionaux. Ce sont les enfants d'un même pays qui se regardent en frères et sœurs, qui bannissent la haine et réapprennent à s'aimer. La Nation, c'est cette conscience d'un destin partagé ; c'est la capacité à se rassembler pour être plus fort encore. »

Pour le tombeur d'Alpha Condé, l'édification de notre Nation impose deux choses : la réconciliation et la confiance en nos institutions. « Nous fonderons une Nation. Mais nous créerons aussi un État. L'État qui s'impose comme le socle de la nation guinéenne : Un État inclusif,

impartial, au service de tous, où nos fils et petits-fils vivront en harmonie. Nous bâtirons un État de droit, respectueux des règles et des procédures, avec une séparation des pouvoirs et une justice véritablement indépendante. », a-t-il indiqué.

Dans son discours, il a annoncé pour le premier trimestre de 2022, l'organisation sur toute l'étendue du territoire national et dans nos ambassades à l'étranger des assises nationales dénommées "Journées de vérité et pardon". Il a eu une pensée particulière pour nos malades, nos soldats engagés sur des théâtres d'opérations extérieures et le Syli national qualifié pour la phase finale de la 33^{ème} édition de la CAN de football prévue du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun, le pays des Lions indomptables. Et face à la nouvelle flambée des cas de Covid-19 dans le monde et en Guinée, le chef de l'Etat a invité tous les Guinéens à respecter les gestes barrières et à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective.

Tidiane Diallo

« Nous laissons derrière nous la violence et l'arrogance. Derrière nous, la division et les dilapidations, la corruption et les exactions. Nous éteignons les tragiques flammes de ces moments de brutalités économiques, financières et humaines, en renaissant de ces brûlantes cendres. C'est la sève nourricière de notre idéal commun de refondation de notre État et de rectification de nos institutions. Liberté et opportunité sont données à chaque Guinéen et à chaque Guinéenne de reprendre sa place de patriote pour jouer efficacement son rôle dans le processus de

Participation de la Guinée à la CAN 2021

Ce que le colonel Mamadi Doumbouya a demandé aux joueurs du Syli national

Le lundi 27 décembre, avant son départ pour Kigali pour un stage, le Syli National a reçu du colonel Mamadi Doumbouya le drapeau national. Une occasion que le président de la transition a mise à profit pour souhaiter bonne chance au Onze guinéen, qui, il faut reconnaître, a beaucoup déçu lors des éliminatoires du mondial 2022.

Il faut rappeler que la seule fois que la Guinée a disputé une finale de CAN, c'était en 1976 en Éthiopie, avec la génération de Chérif Souleymane. A l'époque, la compétition se jouait sous forme de championnat. C'est pourquoi au terme d'un match nul, le Maroc s'est adjugé le trophée continental au détriment de la Guinée. Mais depuis cette mémorable campagne éthiopienne, le Syli National de Guinée peine sérieusement à aller au bout de la grand-messe du football continental.

La Guinée fait partie des 24 pays qualifiés pour la phase finale de la prochaine CAN de football prévue du 9 janvier au 6 février 2022 au Cameroun, le pays des Lions indomptables. Espérons que cette fois-ci, Naby Keïta «Deco» et ses coéquipiers se batront dans tous les sens du terme pour nous ramener enfin cette CAN de football qui nous manque tant. À cœur vaillant rien d'impossible, dit-on souvent et à juste raison.

Le lundi 27 décembre, avant son départ pour Kigali pour un stage, le

Syli National a reçu du colonel Mamadi Doumbouya le drapeau national. Une occasion que le président de la transition a mise à profit pour souhaiter bonne chance au Onze guinéen, qui, il faut reconnaître, a beaucoup déçu lors des éliminatoires du mondial 2022. Il a été clairement demandé aux poulains de Kaba Diawara de faire preuve de patriotisme sur le terrain pour honorer la Guinée et ses 13 millions de supporters répartis aux quatre coins du pays. L'actuel locataire du Palais Mohamed V est allé jusqu'à demander aux joueurs du Syli National de ramener la coupe ou l'argent qui a été investi sur eux. C'est une façon pour lui d'en appeler au patriotisme et à l'esprit de sacrifice.

En tant que père de la nation, le colonel-président Mamadi Doumbouya se devait donc de tenir un discours de vérité devant ces jeunes joueurs qui ont la lourde tâche de défendre dignement les couleurs nationales dans une compétition sportive aussi prestigieuse que la phase finale de la coupe d'Afrique des nations de football. La Guinée, avec tout son potentiel, ne saurait se contenter de faire de la figuration à ce grand rendez-vous qui s'organise tous les deux ans dans un pays préalablement choisi par la CAF, l'instance dirigeante du football africain.

Kèfina Diakité

L'organisation des élections confiée au MATD Les porte-parole du Gouvernement en donne les raisons

La décision du président de la transition de confier au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), l'organisation de toutes les élections et référendums en Guinée donne lieu à des interprétations de toutes sortes. Le porte-parole du Gouvernement, dans une sortie médiatique, a donné des précisions.



« Il faut dire que le CNRD est dans une démarche de restauration de la responsabilité de l'État. Dans un pays normal, c'est l'État qui doit assumer sa responsabilité. Qu'elle soit bien faite ou non. La CENI a été rendue nécessaire parce qu'il y a eu une crise de

confiance entre l'État et les acteurs politiques. Est-ce que cette crise de confiance va continuer ? Est-ce que le CNRD n'a pas la capacité de rassurer les uns et les autres de la possibilité qu'il organise en toute impartialité le jeu politique ? Rappelez-vous que le président du CNRD a

dénoncé le fait que l'institution publique ait été si outrageusement politisée », a expliqué Ousmane Gaoual Diallo, porte-parole du Gouvernement. « Nous sommes en train de faire un travail de dépolitisation de l'administration publique. Nous sommes en train de faire un travail de restauration de la justice impartiale, objective. Et nous sommes en train de restaurer un certain nombre de paramètres qui soient de nature à ramener l'État dans sa responsabilité. C'est dans cette parenthèse là qu'organiser des élections est comme organiser des procès demain et que les citoyens qui seront les uns en face des autres soient rassurés que le droit sera dit et chacun aura la possibilité de se défendre en bonne et due forme », a-t-il ajouté.

Tidiane Diallo

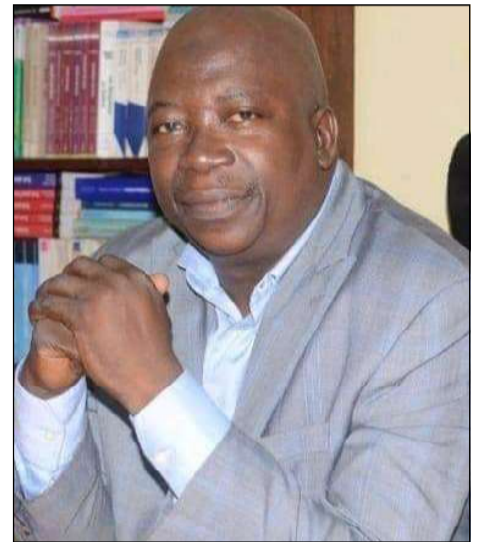
Fracture mémorielle en Guinée Ce qu'en pense l'ex-bâtonnier Me Mohamed Traoré

La semaine dernière, sur sa page Facebook, l'ex-bâtonnier Me Mohamed Traoré a fait observer que la fracture mémorielle est si grande qu'aucun Guinéen, aussi illustre, célèbre ou respecté soit-il, n'est à l'abri de propos déplacés.

« Dans l'émission « Mirador » du 30 décembre de Fim Fm, M. Mamadou Dian Baldé, un des chroniqueurs ladite émission, a proposé au Colonel Mamadi Doumbouya la création d'un poste de conseiller sur les questions mémorielles.

Cette proposition qui a fait sourire certains de ses collègues n'est pourtant pas dépourvue d'intérêt ou de pertinence.

En effet, la rebaptisation de l'aéroport international de Conakry- Gbessia et la restitution des villas de Bellevue à famille du feu Président Sékou Touré ainsi que les réactions qui en ont résulté prouvent que certaines



questions concernant l'histoire contemporaine de la Guinée demeurent encore et toujours sensibles. Toute décision concernant ces questions doit être mûrement réfléchie. Sinon, elle risque de produire des effets contraires à ceux espérés par son auteur. La volonté de bien faire ne suffit pas toujours ; il faut penser aussi aux effets ou à l'opportunité de certaines décisions surtout quand elles concernent des questions clivantes.

La fracture mémorielle est si grande qu'aucun guinéen, aussi illustre, célèbre ou respecté soit-il, n'est à l'abri de propos déplacés quand il aborde certains sujets dans un sens qui n'est pas celui que veut l'un ou l'autre camp. Tierno Monenembo et le Cardinal Robert Sarah sont en train de faire les frais de leur prise de position notamment sur la rebaptisation de l'aéroport. On a l'impression en fin de compte que dans notre pays, personne ne fait autorité. Qu'on soit un écrivain mondialement reconnu ou un haut dignitaire religieux, il faut prendre d'infinies précautions oratoires avant d'aborder certaines questions. Il y a quelques mois, c'est le Grand Imam de la Mosquée Fayçal qui était l'objet d'attaques de la part de certains. À cette allure, beaucoup finiront par opter pour le silence. », a écrit Me Mohamed Traoré, ex-bâtonnier sur son compte Facebook.

Kéfina Diakité

Tidiane Diallo

Polémique autour des Cases de Bellevue Hadja Andrée Touré répond au cardinal Robert Sarah

La dernière homélie du Cardinal Robert Sarah a fait réagir beaucoup de Guinéens sur le cas des Cases de Bellevue restituées aux héritiers de Sékou Touré. Hadja Andrée Touré, la veuve du premier président de la Guinée indépendante s'est confiée à Mediaguinee et s'est dite très choquée par rapport à cette sortie de l'homme de Dieu.

Accusée d'avoir accepté un bien qui ne lui appartiendrait pas, l'ex-Première dame a répondu en ces termes : « ça me surprend de la part de Robert Sarah. Robert Sarah est un homme que mon mari a beaucoup aidé, a aidé son ethnie. (...) Quand mon mari a fait une tournée là-bas, il n'a pas supporté cet état de fait. A son retour ici à Conakry, il (mon mari) a pris son argent pour acheter des milliers d'habits pour les hommes, femmes et enfants koniagués. Et il a formé une délégation pour aller les aider. Personnellement, je devrais partir avec cette délégation mais malheureusement, je suis tombée malade et je n'ai pas pu aller. Ce sont les Hadja Mafory Bangoura qui sont

allées. (...) Les membres de cette délégation ont dit que c'était une honte que des hommes jusque maintenant soient traités de la sorte par d'autres (personnes). Je précise que le Président de la République, Ahmed Sékou Touré était très implanté dans cette région. Les hommes (de cette contrée) étaient exposés et les gens devaient les photographier pour publier. (...) C'est cet homme que j'entends aujourd'hui raconter des bobards. Qu'il sache que celui qui a donné une bonne éducation à son peuple, c'est bien le président Ahmed Sékou Touré. Quand celui-ci raconte aujourd'hui du n'importe quoi sur le président Sékou Touré, ça m'écœure

parce qu'il n'est pas reconnaissant. S'il (Robert Sarah) était reconnaissant, il n'aurait jamais parlé de la sorte. »

Pour le Cardinal, les domaines sur lesquels se trouvent les Cases de Bellevue n'appartiendraient plutôt à l'Eglise. « Ce n'est pas vrai, c'est tout simplement du mensonge. Il a menti et c'est vraiment dommage pour un homme qui se dit un homme de Dieu. Au moment où mon mari achetait ce terrain, c'était un terrain nu. C'était d'ailleurs un dépotoir d'ordures. Mon mari a acheté ce terrain quand il était maire. Donc bien avant l'indépendance. Et quand il a eu des moyens, il a construit les cases. Mais quand il a

construit les cases, il les a laissées à la disposition de l'Etat et l'Etat envoyait ses hôtes là-bas. A l'époque, j'avais dit ceci à mon mari : "Je crois que tu es en train de créer des confusions. Parce que les gens vont penser que c'est un domaine de l'Etat alors que c'est ta propriété". Il m'a répondu : "qu'est-ce que tu veux que j'en fasse ? Moi j'habite dans une maison de l'Etat. Donc, c'est normal que je mette ma propriété à la disposition de l'Etat". Telle a été la réponse de mon mari, et c'est ce qu'il a fait. », a confié Hadja Andrée Touré au site Mediaguinee.

Cathédrale Sainte Marie

L'Homélie du cardinal Robert Sarah...

Le mercredi dernier, à la Cathédrale Sainte Marie de Conakry, le cardinal Robert Sarah, a fait une homélie de la Messe pour la Paix, l'Unité, la Réconciliation et la Prospérité de la Guinée. Une homélie qui, il faut le reconnaître, a fait grand bruit et a suscité des polémiques de toutes sortes.

« Monsieur le Président Mamadi DOUMBOUYAH

Bien-aimé Peuple de Guinée

Chers Frères et sœurs,

Je suis heureux de vous souhaiter à tous, un Saint et Joyeux Noël et une Heureuse Année 2022. Que Dieu vous bénisse et bénisse notre Pays. Qu'il fasse briller sur vous son visage, qu'il se penche avec bonté sur vous. Que le Seigneur tourne vers vous son visage, qu'il vous apporte la Paix ! Que Dieu comble vos vies de santé, de succès et de bonheur.

Je célèbre cette Sainte Messe pour la Paix, l'Unité, la Réconciliation et la Prospérité de notre cher Pays, la Guinée. Je demande humblement à tous les guinéens, chrétiens et musulmans, de s'associer à ma prière pour supplier le Dieu Tout-Puissant de donner au Président et à ceux qui nous gouvernent intelligence, sagesse, prudence et un cœur bon et généreux pour libérer définitivement le peuple de Guinée, d'une horrible misère qui l'écrase depuis plus de 60 ans. Tous nous croyons en Dieu. Et nous savons que pour conduire son peuple et réaliser ses promesses, Dieu choisit des guides comme Moïse ou comme tous les chefs dans l'histoire des Peuples, des pays, qui selon les époques, les lieux et les circonstances, sont appelés à assumer la terrible responsabilité de libérer leurs peuples de toutes les formes d'esclavage, de les sortir de la misère et de combler ainsi leurs aspirations légitimes à de meilleures conditions de vie, dans la dignité, la paix, l'unité, la solidarité et la justice. S'il est vrai, comme nous avons l'habitude de le dire en Guinée, que c'est Dieu qui donne le pouvoir et que tout pouvoir vient de Dieu, il faut aussi convenir et affirmer clairement, solennellement et avec force, que tout pouvoir qui n'assure pas la promotion de l'homme vers de meilleures conditions de vie, de liberté, et de dignité, est une insulte à Dieu, une profanation de son Saint Nom.

Chers frères et sœurs guinéens, nous avons le devoir de prier chaque jour pour ceux qui dirigent notre Pays aujourd'hui, afin qu'ils conduisent non pas selon leurs intérêts égoïstes, ou ceux de leur famille, de leurs amis, mais selon la Volonté de Dieu, conscients de l'immense privilège que Dieu leur confie pour guider le peuple de Guinée vers la Terre Promise de la Prospérité, de la Paix, de l'Unité, du Rassemblement et de la Réconciliation. Je voudrais humblement demander au Président Doumbouyah, à son gouvernement et à ses compagnons de route sur le chemin de la Transition de rester fidèles aux engagements solennels pris devant le Peuple de Guinée, le 5 Septembre 2021, en vue de permettre à notre Peuple, si souvent qualifié, à juste titre, de



« *Courageux Peuple de Guinée* », de s'épanouir enfin dans un contexte politique, social et économique adéquat, dans un Pays où la main de Dieu a déposé généreusement toutes les richesses de sa création pour le meilleur bien-être des guinéens. Nous avons hurlé des milliers et des milliers de fois que le Guinée est un scandale géologique. La Guinée est inondée d'eau. La Guinée est le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest. Tous les grands fleuves de notre région prennent leurs sources en Guinée. Mais Dieu nous demande aujourd'hui à nous et surtout à nos dirigeants : qu'avez-vous fait de votre Pays et de ses richesses ? ne l'avez-vous pas bradé, vendu aux seuls profits des pays étrangers avec la complicité d'une poignée de guinéens corrompus ? Sinon, comment expliquer l'état lamentable, désastreux d'un Pays comme la Guinée, dans tous les domaines de l'existence humaine ? Comment les responsables politiques des 60 dernières années de notre indépendance ont-ils répondu à l'attente des besoins primaires de la population, en matières d'alimentations, en eau potable, en électricité, en santé publique, en infrastructures routières, en matière d'éducation, de développement économique et social et d'équipement de toutes les structures et institutions indispensables au fonctionnement normal d'un Etat de droit digne de ce nom ?

Dans ce sens, je salue les initiatives prises par les nouvelles Autorités de notre Pays pour répondre aux urgences des besoins d'une population guinéenne qui a tant espéré et mis sa foi et sa confiance en Dieu au cœur de toutes les épreuves, de toutes les souffrances et calamités imposées par les différents régimes politiques qui ont conduit le pays dans la catastrophe générale.

L'accueil unanime, spontané et enthousiaste de la population guinéenne à l'avènement du Conseil National pour le Rassemblement et le

développement (CNRD) est un signe éloquent d'une grande espérance placée sur vos épaules, Mr le Président. Vous ne devez plus décevoir le Peuple de Guinée. Vous ne devez plus attrister et faire pleurer Dieu. Mais rien de solide ne se fera si nous les guinéens, nous ne nous soumettons pas aux exigences d'un changement moral radical, si nous les guinéens, nous ne nous soumettons pas à la discipline d'un travail sérieux et compétent, si nous ne nous soumettons pas à la discipline d'une bonne gestion administrative, économique, si nous refusons de lutter énergiquement contre la corruption, l'impunité, la gabegie, le vol du bien public, le mensonge qui ont atteint tout le corps social, devenant ainsi le mode de vie habituel de tous les guinéens.

J'accompagne de ma prière quotidienne le travail si hardi et immense de la refondation des structures et institutions d'un Etat de droit démocratique en Guinée. Je voudrais dans cet élan d'accompagnement, supplier le Colonel DOUMBOUYAH, de travailler en étroite collaboration et avec clarté, franchise et totale confiance avec son Premier ministre et son gouvernement composé d'hommes et de femmes qualifiés, compétents, intègres, d'une grande probité morale et animés de l'unique désir de servir leur pays et leurs frères et sœurs, dont ils connaissent si bien la situation de détresse extrême, dans un pays qui a perdu la boussole pour s'orienter lucidement et humblement vers sa reconstruction globale. Je le supplie du même coup de ne jamais concevoir ou admettre un gouvernement parallèle qui opère de nuit pour produire des décrets et faire des nominations en catimini et les diffuser nuitamment. Cette façon de procéder est certainement inspirée par le Mauvais. J'ignore qui vous a, en l'espace de trois mois de prise de pouvoir induit à prendre deux décisions d'une gravité énorme qui ont rouvert de grandes blessures dans les cœurs de beaucoup de guinéens. La première décision

maladroite consiste dans le fait de rebaptiser l'Aéroport de Conakry d'un nom qui fait polémique. La deuxième décision grave et injuste, c'est d'avoir restitué à Madame Hadja Andrée Touré, non seulement un bien qui n'appartient ni à elle, ni à son Mari, mais de lui avoir restitué un Bien de Dieu et de l'Eglise. En effet, le Premier Septembre 1961, Sékou Touré a confisqué le domaine du Séminaire de Dixinn qui est un Bien de l'Eglise, pour construire les villas Syli destinées à accueillir les hôtes de marques et y organiser des événements solennels, telles que les réceptions du 31 Décembre. Le grand mérite du Président Sékou Touré, c'est qu'il ne s'est jamais rien approprié personnellement. On ne dira jamais, voilà le Palais, la Villa ou la propriété de Sékou Touré. Sékou Touré n'a jamais pris un bien d'autrui pour se l'attribuer comme propriété personnelle. En cela il suscite notre admiration. Si aujourd'hui, Madame Hadja Andrée Touré accepte avec gratitude et remercie qu'on lui restitue un bien qui ne lui appartient pas, elle se déshonore et déshonorerait son époux défunt. J'ai beaucoup de respect et de vénération pour Madame Hadja Andrée Touré. Mais les faits historiques ne mentent pas et ne peuvent être manipulés. Je salue l'orientation prônée par le CNRD dans les exigences de réconciliation, de rassemblement et de développement. Que ces exigences s'appliquent d'abord et surtout dans vos relations de collaboration au sein des forces armées et de sécurité guinéenne.

L'Afrique est gravement menacée par les djihadistes. Mettez votre honneur et vos compétences militaires dans la défense et la protection de nos populations et de notre pays. Soyez sourds aux sirènes de l'ambition, de la zizanie, du pouvoir politique et économique. Combattez toute référence ethnique. Prenons donc garde qu'aucune décision ou parole ne porte un germe de divisions ethniques ou de règlement de compte. Bannissons donc enfin le fléau de l'ethnocentrisme dans

notre vivre ensemble national. Assumons ensemble le poids de notre passé, mais que la justice et la vérité soient le chemin de notre rassemblement, de notre réconciliation nationale et du pardon mutuel. Le chemin parcouru par notre peuple dans une traversée du désert héroïque, douloureux et digne d'éloges doit nous faire dire : « Plus jamais de démagogie politique stérile ! Plus jamais de gabegie financière, de solidarité ethnique dans le mensonge, les vengeances et règlement de compte ! Plus jamais d'appétits de promotion dans des fonctions de gouvernance politique ou administrative, en vue d'aménager pour soi-même, pour sa famille, ses parrains et amis, des sécurités matérielles et financières, des paradis fiscaux défiant toute audace ou scrupule dans un univers de pauvreté et de misère générale ! Ce qui à juste titre, provoque la révolte des pauvres.

Que les ministres ne soient plus envahis depuis leurs résidences jusqu'à leurs bureaux pour régler des questions familiales, claniques, financières ou d'emplois de leurs parents ou amis, les détournant ainsi de préoccupations de la Nation et de l'Etat.

Je demande aux partis politiques de reconsidérer sérieusement le visage de leur identité ou composition ethnique préjudiciable à l'unité nationale. Qu'ils rajeunissent et renouvellent leur leadership. Que des jeunes prennent la relève et réveille l'amour de nation et assainissent la réflexion politique. L'Afrique perd son temps, son énergie dans des débats inutiles et interminables portant sur des concepts de démocratie et de multipartisme tout à fait étrangers aux exigences de développement social et déconnectés de la culture, de la société et de l'histoire de notre continent africain.

A la lumière du parcours de nos pays africains sur ce chemin d'une démocratie illusoire, ne faut-il pas fortement recommander, au peuple de Guinée, la pratique d'une expérience de bipartisme qui atténue la tentation à construire des partis politiques sur des critères d'une appartenance ethnique, au lieu de nous préoccuper de bâtir ensemble une Nation prospère, unie et solidaire. Pourquoi sommes-nous impatients de voir réduit le temps de la Transition ? Pourquoi nos organisations sous-régionales et continentales ou internationales s'acharment-elles à exercer une pression sur le CNRD pour organiser dans un bref délai des élections rapides ? quel est le vrai problème de la Guinée en ces temps où nous sommes, et depuis toujours ? N'est-ce pas un problème de développement, d'aménagement de meilleures conditions de vie pour nos populations après l'échec des partis

(Suite à la page 6)

Cathédrale Sainte Marie L'Homélie du cardinal Robert Sarah...

politiques qui ont conduit le pays à la faillite ? Les élections ne résoudront pas les problèmes de fond. Au contraire, elles enliseront le Pays dans la misère exécrable. Notre histoire guinéenne illustre bien ce que j'affirme ici. L'urgent aujourd'hui, ce ne sont pas les élections : c'est de reconstruire l'homme guinéen, lui redonner une structure morale et une discipline solide. La Guinée doit résister à toute pressions étrangères. Personne d'autre que le guinéen lui-même ne construira le Bien être de la Nation Guinéenne. Ce n'est pas de l'entêtement, c'est du réalisme et la conscience de nos responsabilités. Loin de moi de vouloir donner l'absolution au CNRD pour tout ce qui advient ou adviendra dans sa gouvernance et la conduite de notre pays. Mais ne faut-il pas avouer que les chantiers ouverts d'urgence sur tous les fronts, dans tous les domaines de la vie de notre nation, répondent aux besoins immédiats de notre population, et en matière de développement et de rassemblement de tous les secteurs de la vie nationale. Ne sommes-nous pas pressés de reprendre la même danse de la « Mamaya » au rythme des promesses scandées par des responsables irresponsables qui doivent rendre compte de leur gestion au peuple usé et fatigué par l'attente des promesses devenues des mirages à l'horizon de l'histoire

de notre pays.

Avant de quitter notre pays je voudrais espérer avec mon peuple de Guinée que nos espérances ne seront pas déçues, encore une fois, que nous n'avons pas dansé pour rien en accueillant l'avènement du Colonel Mamadi Doumbouyah du CNRD au pouvoir en Guinée. Je voudrais croire avec mon peuple que la lumière qui a brillé dans les ténèbres de l'histoire de notre pays, le 5 Septembre 2021, à cette occasion n'était pas un mirage, une illusion.

Permettez que je termine ce message par m'adresser à Dieu et je le fais en votre nom et en mon nom personnel : « Daigne Seigneur bénir notre détermination radicale de changer ce pays et sa population. Fécond-la par la force de ton Esprit Saint car sans toi nous ne pouvons rien faire. Mets en nos cœurs un amour vrai pour notre pays et pour chaque guinéen et guinéenne. Elève-nous au-dessus de tout sentiment de région, de race, d'ethnie, de jalousie, de vengeance ou de règlement de compte. Eclaire le Président et nos dirigeants : inspire-leur les lois et les dispositions qui tiennent compte de Toi, qui respectent chacun dans sa personne, dans ses droits, dans ses obligations et aspirations. Aide-nous, ô Dieu Tout-puissant à travailler ensemble à la refondation d'un Etat de droit, bâtie dans la justice, la Vérité et l'Amour fraternel. Par Jésus Christ, ton Fils notre Seigneur et notre Dieu, dans l'Esprit Saint, maintenant et toujours. Amen. », a déclaré

Eminence Robert Cardinal SARAH.
Une synthèse de Tidiane Diallo

Justice La ministre limogée, 41 autres magistrats envoyés à la retraite

Après l'armée, la gendarmerie, la police, la douane et l'administration publique, c'est au tour de l'appareil judiciaire de connaître son coup de balai. Dans un décret lu le mardi 28 à la télévision nationale, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a envoyé à la retraite une quarantaine de magistrats (magistrats des cours et tribunaux ; magistrats au cabinet du ministère de la Justice) dès ce 31 décembre 2021.

Les plus célèbres des 41 magistrats envoyés à la retraite sont : Mamadou Sylla "Syma" (le magistrat qui a dirigé le procès d'Alpha Condé, alors principal opposant à feu Lansana Conté) ; Mohamed Aly Éric Thiam (président des magistrats de Guinée) ; Goureissy Sow (Ancien agent judiciaire de l'Etat).

Les autres magistrats envoyés à la retraite sont : Souleymane Diari Diallo, cour suprême; Sakoba Kourala Kéïta, cour suprême; Koly Kémoko Camara, TPI de Boké; Aboubacar Camara, cour suprême; Norbert Sâa Tolno Koubia; Seydou Kéïta, cour d'appel de Conakry; Mandjou Kéïta, TPI de Siguiri; Baidari Diallo à l'Inspection générale; Amady Seck, TPI de Kindia; Famoro Traoré, TPI de Kindia; Mohamed Aly Thiam, Cour suprême; Hady Dieng, cour suprême; Yayé Ramatoul Diallo, cour suprême; Mohamed Saïd Diop, cour suprême; Charles Victor Macka; Alsény Soumah à l'inspection générale; Aïssatou Diallo, cour suprême; Mohamed Bachir Faye, cour suprême; Seydouba Camara, Tribunal du Travail; Mamady Camara, Cour d'appel de Conakry; Mamady Traoré, cour suprême; Isabelle Camara, cour d'appel de Kankan; Nfansou Dansoko, cour d'appel de Conakry; Ibrahima Sory Diallo à l'inspection générale; Mamadou Saliou Soumah, TPI de Kindia;



Ibrahima Haïdara, ministère de la Justice ; Mariama Daffé, cour suprême ; Zézé Beavogui, cour d'appel de Conakry; Aïssatou Diallo, cour suprême; Souleymane Kourouma, Cour d'appel de Conakry ; Antoine Traoré, cour suprême; Cyril Condé, cour suprême; Kandory Kaltamba, Cour suprême; Madeleine Kéïta, cour suprême; Tidiane Haïdara, cour suprême ; Batrou Laye Kaba, cour des comptes; Baba Siané, cour des comptes; N'Faly Soumaré, cour des

comptes.

Comme on le voit donc, les nouvelles autorités du pays sont déterminées à faire le ménage. Quelques jours plus tard, la ministre de la Justice, Fatoumata Yarie Soumah, a été limogée et remplacée par le secrétaire général du département, Moriba Alain Koné. Un limogeage qui continue d'être interprété et apprécié diversement dans le pays.

Kéfina Diakité

Guinée Les proches d'Alpha Condé soulagés qu'il puisse se faire soigner hors du pays

L'ancien président guinéen Alpha Condé peut désormais quitter son pays et pouvoir consulter ses médecins à l'étranger à condition que ce déplacement n'excède pas un mois sauf avis contraire de ses médecins. Les nouveaux maîtres de Conakry, ont accédé ainsi à une demande de la Cédéao qui ont adressé un courrier au colonel Mamadi Doumbouya le 23 décembre 2021.

C'est après avoir pris acte de l'engagement de la Cédéao relatif à la possibilité d'Alpha Condé de se rendre à l'étranger du pays pour des contrôles médicaux dont la durée ne peut pas excéder un mois que les autorités guinéennes ont décidé de le laisser partir dans les jours prochains.

Cette mesure a été saluée par les partisans de l'ancien président qui espèrent d'autres mesures en faveur de leur leader. Souleymane Keita, ancien député et porte-parole du RPG : « Cette information, nous l'avons accueillie avec soulagement. Depuis le 5 septembre, nous n'avons aucune information du président. Notre préoccupation principale, c'était sa santé. À partir de là, c'est un ouf de soulagement au niveau du RPG et de l'ensemble de nos militants.

Nous espérons que dans un futur proche, il aura la possibilité de recouvrer sa liberté comme nous l'avons toujours souhaité ».

Un patient à encadrer pour la société civile

La société civile salue également cette mesure purement humanitaire, mais, en même temps elle s'interroge. Bailo Barry de l'ONG Destin en main : « Pour se faire soigner oui, il a le droit d'aller se faire soigner. Mais, il faut qu'il soit encadré, qu'il soit toujours dans un périmètre de sécurité pour qu'il n'ait pas accès à ses réseaux ».

Alpha Condé, qui a accédé au pouvoir en décembre 2010 a rempli en 2015 avant de briguer un 3e mandat qui a conduit à sa chute.

RFI Moktar Bah

Décisions du Conseil des ministres Les départements ministériels invités à payer correctement leurs factures d'eau et d'électricité

Le Conseil ordinaire des ministres s'est tenu le jeudi 30 décembre 2021 au palais Mohamed 5. Une occasion que le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a mise à profit pour instruire le Gouvernement de veiller à ce que des compteurs soient posés dans les locaux des départements ministériels afin que les factures d'eau et d'électricité soient payées correctement et régulièrement en utilisant le budget de fonctionnement destiné à ce type de charges.

Pour le président de la Transition, les Ministères et les services publics de façon générale, doivent donner le bon exemple en matière de paiement des charges liées à l'eau et à l'électricité. Il a par ailleurs instruit le Premier Ministre de proposer une solution globale d'audit de l'Administration guinéenne. Le tombeur d'Alpha Condé a réitéré son instruction de procéder sans délai à l'identification de différents Ministères par des

enseignes harmonisées respectant la charte graphique mise en place par le Gouvernement. Il a aussi rappelé que l'engagement des cadres à de hautes fonctions de l'Administration ne doit aucunement se faire par népotisme mais sur la base de leurs compétences et intégrité morale. Le Président de la Transition s'est réjoui, à cet effet, de la mise en place de la plateforme Servir224 destinée à donner la même chance à tous les

Guinéens d'accéder aux postes de responsabilité par voie légale.

L'actuel locataire du Palais Mohamed 5 a invité le Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan à faire en sorte que la fin du monopole décidée dans le secteur de l'Industrie n'occasionne pas des dysfonctionnements au détriment des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et Petites et Moyennes Industries.

Kéfina Diakité

Nouvel an

Le discours intégral du colonel-président Mamadi Doumbouya

A l'occasion du nouvel an, le président de la Transition, le colonel Mamadi Doumbouya a fait une importante adresse à la nation. Une adresse dont nous vous livrons ici l'intégralité.



« **Guinéennes, Guinéens, mes chers compatriotes**, l'année qui s'achève a été marquée d'une pierre blanche dans l'histoire de notre pays. Elle aura été celle de la clôture d'un chapitre peu glorieux, mais aussi le commencement d'un autre plus radieux. Celui de l'espérance. Celui de la renaissance. Nous laissons derrière nous, la violence et l'arrogance. Derrière nous, la division et les dilapidations, la corruption et les exactions. Nous éteignons les tragiques flammes de ces moments de brutalités économiques, financières et humaines, en renaissant de ces brûlantes cendres. C'est la sève nourricière de notre idéal commun de refondation de notre État et de rectification de nos institutions. Liberté et opportunité sont données à chaque Guinéen et à chaque Guinéenne de reprendre sa place de patriote pour jouer efficacement son rôle dans le processus de transformation de notre société. C'est notre pays. C'est le pays de nos ancêtres. C'est le pays de nos enfants. C'est la terre dont l'âme fait battre le cœur de chacun d'entre nous.

Le 5 septembre dernier, vos soldats ont pris leurs responsabilités, toutes leurs responsabilités, en assumant leur part de risque. Nous l'avons fait pour notre pays. Ce n'était pas une décision facile à prendre. Elle s'est imposée. C'était une nécessité. Vous l'avez compris.

Nous saluons l'adhésion populaire que la prise du pouvoir a suscitée. C'est le symbole de notre légitimité.

Plus de soixante ans après notre indépendance, nous avons décidé de donner une nouvelle

chance à notre pays. Nous avons dressé le constat de la situation d'impasse et de risques majeurs pour notre cohésion nationale. Il fallait agir. Nous avons estimé que le temps était enfin venu pour qu'ensemble, nous nous mettions en mouvement.

L'état de fragilité de notre pays a été notre unique motivation : une société gangrénée par le communautarisme et le tribalisme, parfois même la haine, une cohésion nationale inexistante, une confiscation par quelques-uns des richesses de notre pays, une pauvreté galopante et une corruption endémique. La Guinée et les guinéens étaient touchés dans leur âme. La fierté d'être guinéen profondément ébranlée.

La Guinée notre pays doit se faire avec tous ses fils et ensemble. Les sages et les religieux ont un grand rôle à jouer dans cette édification.

La division et les propos haineux n'ont plus leur place dans ce chantier nouveau. Les prises de positions personnelles, religieuses, ethniques, régionalistes n'arrangent que ceux nourrissent des ambitions individuelles.

J'en appelle au sens de responsabilité de tous les acteurs notamment les sages et les religieux pour œuvrer à la paix, à la réconciliation et au pardon durant cette période de transition.

Mes chers compatriotes,

La situation ne pouvait plus durer. Vous avez approuvé notre démarche. Vous continuez de l'approuver. Ce combat, vous vous l'êtes approprié. Ce combat, il n'est pas seulement le mien. Il est le vôtre. Il est le nôtre. Ensemble, nous le

mènerons. À chacun de prendre ses responsabilités, toutes ses responsabilités.

De multiples défis sont en effet devant nous : des défis sécuritaires dans un environnement sous-régional particulièrement menaçant ; des défis économiques pour enclencher enfin le cycle de notre développement.

Nous devons nous concentrer sur l'essentiel : nos besoins, afin de mieux profiter de nos richesses au lieu de les dilapider. Nous devons instaurer la culture de la probité et quelle que soit l'austérité qui en découlera.

En ce début d'année, je souhaite partager avec vous notre vision.

Le moment est enfin venu :

– le moment de créer un véritable État. Notre État.

– le moment de refonder la Nation. Notre Nation, la Nation de nos rêves.

La Nation, c'est l'unité, c'est se projeter dans la construction d'un avenir commun ; c'est un peuple qui se sent guinéen, au-delà de ses origines, de ses ethnies, de ses particularismes régionaux. Ce sont les enfants d'un même pays qui se regardent en frères et sœurs, qui bannissent la haine et réapprennent à s'aimer.

La Nation, c'est cette conscience d'un destin partagé ; c'est la capacité à se rassembler pour être plus fort encore.

Un corps uni, mes chers compatriotes, est un corps solide, un corps valide, un corps opérationnel pour relever tous les défis. Je n'ai pas d'autre ambition que celle de la mission de rassemblement de la Guinée. Ce mot n'est pas vain. Ce n'est pas un artifice lexical dans le nom du CNRD.

Mais comme tout passé, les lignes blanches sont parfois traversées de lettres rouges. Je comprends certaines frustrations, des incompréhensions face à certaines de nos décisions.

J'en mesure la teneur. Croyez-moi, chacune de nos actions n'est guidée et ne sera guidée que pour la protection, la défense et l'unité de notre patrie. Nous venons de loin. Trop de larmes inutiles ont été versées. Trop de tragédies vaines, de discussions malsaines, d'intrigues politiciennes. Le moment de l'union sacrée est venu. Elle bâtira les solides

fondations dont notre pays a besoin. Pour parvenir à des résultats probants, la nécessité pour nous de prendre des décisions fortes et courageuses s'impose, dans l'intérêt des guinéennes et des guinéens.

Mes chers compatriotes,

L'édification de notre Nation impose deux choses : la réconciliation et la confiance en nos institutions. Nous fonderons une Nation. Mais nous créerons aussi un État. L'État qui s'impose comme le socle de la nation guinéenne : Un État inclusif, impartial, au service de tous, où nos fils et petits-fils vivront en harmonie.

Nous bâtirons un État de droit, respectueux des règles et des procédures, avec une séparation des pouvoirs et une justice véritablement indépendante. Un État aux serveurs dont la probité et l'exemplarité seront sans faille. Chacun sera désormais responsable de ses actes. Il lui sera demandé de rendre des comptes.

Nous bâtirons aussi un État plus proche des citoyens. Humaniser ses pratiques et rendre ses services plus accessibles aux citoyens grâce à une politique résolue de digitalisation. Chacun, quel que soit l'endroit où il vit, doit pouvoir avoir accès aux services de l'État.

Guinéennes et guinéens,

Notre Guinée est fragile. Elle l'est du fait de dysfonctionnements qui sont très nombreux, et qui fissurent notre unité. Ils décrédibilisent nos institutions. Ils sont à l'origine des crises cycliques qui déstabilisent les fondements de notre État. Ils enfantent violence et souffrance, répression et désolation. La justice sera pour tous, y compris les gouvernants.

Nous allons régler ces dysfonctionnements. Nous n'allons pas décréter le changement, mais nous le construirons ensemble brique par brique. Pour cela, il faut un peu de temps. Se donner le temps de poser un diagnostic juste. Se donner le temps d'identifier les vrais problèmes. Se donner le temps de prescrire les bons remèdes. Ce sera le rôle du CNT qui sera constitué très bientôt. L'abondance de candidatures a retardé la mise en route, que j'aurais souhaitée plus rapide.

Le CNT nous proposera un chronogramme consensuel. Chaque force politique et sociale de notre pays s'y reconnaîtra. Il nous proposera une nouvelle constitution. Cette constitution consensuelle sera adoptée par référendum. A la suite de ce processus, nous organiserons des élections : élections communales d'abord, législatives ensuite et enfin scrutin présidentiel. Avant, bien sûr, le cadre devra garantir la fiabilité des scrutins et la crédibilité des résultats ; je pense ici notamment à la liste

électorale, à l'établissement de bureaux de vote en zone rurale. Ce n'est pas simplement une question de logistique. C'est une question d'équité et d'égalité des droits entre tous les Guinéens.

Faites-moi confiance. Je suis là pour servir, pour vous servir. Et le moment venu, le pouvoir, je vous le remettrai, à vous, peuple de Guinée.

En attendant, la Guinée ne déraillera pas, parce que je ne faillirai pas. Elle ne vacillera pas, parce que je ne tremblerai pas. Ma détermination pour ce pays est sans limite. Je vous garantis que le temps des errements est terminé. Le temps des saignées de toutes sortes est révolu. Le rôle qui m'est dévolu, c'est de conduire cette transition au terme de laquelle nos larmes auront tari, nos rêves fleuri, nos cœurs seront apaisés et nos conflits dissipés. C'est le sens du sacrifice que mes compagnons et moi avons modestement consenti le 05 septembre dernier. S'il fallait le refaire, c'est avec la même détermination que nous repartirions.

Mes chers compatriotes,

Sachons trouver en nous-mêmes la force, la confiance et la volonté pour faire de 2022 une année de refondation et de renaissance, afin d'offrir à notre population, notamment à la jeunesse l'opportunité d'une vie meilleure ! Vous pouvez compter sur mon entière détermination. L'avenir nous appartient.

Avant de finir, je vous annonce que courant le premier trimestre 2022, nous organiserons sur toute l'étendue du territoire national et dans nos ambassades à l'étranger des assises nationales dénommées « journées de vérité et pardon ». Ces journées permettront de cerner l'ampleur et le contour du vaste chantier de construction de notre union sacrée.

Ensemble, ayons une pensée pour nos malades, nos soldats engagés sur des théâtres d'opérations extérieures, soutenons notre Syli national et nos concitoyens de la diaspora. C'est l'occasion pour moi d'inviter chaque Guinéenne et Guinéen à plus de vigilance et de protection face à la nouvelle flambée des cas de Covid-19 dans le monde et chez nous.

La vie de chaque guinéen compte pour moi. C'est à ce titre que j'invite nos concitoyens à continuer à respecter les gestes barrières et à se faire vacciner afin d'atteindre l'immunité collective.

J'adresse à chacune et chacun d'entre vous mes vœux de très heureuse année 2022 ! Vive la Guinée ! Vive la République !

Je vous remercie. », a déclaré le président de la Transition.

Kéfina Diakité

Journalisme en Afrique

Des outils contre le cyber-harcèlement

Plusieurs initiatives ont vu le jour pour aider les journalistes à faire face au cyber-harcèlement, en Afrique comme ailleurs. Les femmes de médias, particulièrement visées par les « trolls », disposent, elles aussi, de différentes ressources pour se défendre.



Insultes, intimidations, menaces de mort, lynchage sur les réseaux sociaux... Le phénomène du cyber-harcèlement des journalistes est devenu si inquiétant qu'il a été documenté par Reporters sans frontières (RSF) comme une entrave sérieuse à la liberté de la presse. Un rapport a notamment passé au crible 32 pays, dont l'Algérie et l'Égypte, ainsi que des réseaux sociaux décrits comme de « nouveaux terrains de répression » en Afrique subsaharienne. Certains États ne se contentent pas de couper Internet en période électorale. Ils jouent aussi au Big Brother, comme l'Ouganda et l'Éthiopie par exemple, gardant l'œil sur les comptes Facebook, Twitter et Instagram, et

employant des armées de commentateurs pour faire taire les voix critiques.

Au-delà des constats, comment se défendre lorsqu'on vit de sa plume et que celle-ci dérange ? Et lorsqu'on est une femme, par-dessus le marché ? Selon une enquête menée en 2020 par l'Unesco et l'International Center for Journalists (ICFJ, Washington) dans 125 pays auprès de 900 femmes journalistes, 73 % d'entre elles sont touchées par le cyber-harcèlement.

Un manuel de PEN America en français

« Les voix des femmes en ligne résonnent plus fort que jamais, c'est une avancée sans précédent, mais la violence de genre reste un problème de

sécurité majeur », explique Rose Lukalo-Owino, la rédactrice en chef kényenne de PesaCheck. Cette initiative de *fact-checking* (« vérification des faits »), d'abord lancée en 2016 pour vérifier les données publiques en Afrique de l'Est, est aujourd'hui active dans 12 pays. Ses membres au Bénin et au Sénégal ont participé avec leur organisation mère, Code for Africa, qui œuvre à un accès citoyen à l'information, à l'élaboration d'un Manuel de défense contre le cyberharcèlement. Publié en octobre dernier par PEN America, une organisation américaine de défense de la liberté d'expression, il donne des conseils pratiques pour ne pas céder à l'autocensure et garder sa santé mentale, face à des menaces anonymes qui peuvent aussi bien provenir de gouvernements que de groupes organisés ou d'individus agressifs.

Newsletter Recevez toute l'actualité internationale directement dans votre boîte mail

Je m'abonne

Qu'y apprend-on par exemple ? Le *doxing* désigne la divulgation des données personnelles, le *e-mail bombing* consiste à inonder des boîtes mail de messages pour les saturer et les bloquer. L'*astroturfing* ou « comportements inauthentiques coordonnés » fait

croire à une vague d'opinion négative qui ne vient en fait que d'une personne ou une organisation, tandis que le *hashtag poisoning* reprend des noms en hashtags pour les exposer de manière virale. Un glossaire des tactiques de cyber-harcèlement permet d'y voir plus clair, et de savoir comment se protéger et mettre en place des réseaux de soutien.

Les réseaux sociaux, des « espaces toxiques »

De son côté, l'imposante ONG *Global Cyber Alliance* (New York, Londres et Bruxelles), créée en 2015 par le procureur américain Cyrus Vance et le chef de la police de Londres, se préoccupe elle aussi, entre autres, de la sécurité des journalistes en Afrique. Elle a lancé un numéro d'appel pour assister les personnes menacées sur Internet, et dispose d'un bureau à Tunis.

Une autre association internationale, *Open Internet for Democracy*, a publié en juillet 2021 des *Guidelines for Newsrooms in West Africa*, « Lignes directrices pour les rédactions en Afrique de l'Ouest ». Ce rapport en anglais a été concocté par Gideon Sarpong, un expert ghanéen qui s'inquiète de la « prolifération des menaces contre les journalistes sur les réseaux sociaux, devenus des espaces toxiques ».

Il revient sur le cas de Ruona

Meyer au Nigeria, ciblée par une campagne « extrême » qui avait duré presque un an, après la publication en 2018 par la BBC de son enquête sur des « cartels » de sirops pour la toux contenant de la codéine et utilisés comme drogue. Quelques jours plus tard, le gouvernement nigérian interdisait ces produits. « En raison de son mariage avec un citoyen allemand et de son association avec la BBC, elle a été accusée par des trolls anonymes d'être une espionne à la solde d'intérêts étrangers », écrit Gideon Sarpong. Au Ghana, un pays pourtant cité en exemple pour ses alternances démocratiques pacifiques, plusieurs journalistes renommés ont reçu des menaces de morts après les élections de décembre 2020, sur leur messagerie Facebook.

De telles menaces ne restent pas toujours en l'air. Elles peuvent mener à des violences physiques qui n'ont plus rien de virtuel. En 2017, le *Committee to Protect Journalist* a révélé que dans 40 % des cas d'assassinats de journalistes dans le monde, les victimes avaient auparavant reçu des menaces en ligne. Et selon l'enquête mondiale menée par l'Unesco sur les femmes journalistes, 20 % d'entre elles ont fait l'expérience d'attaques et d'agressions hors ligne.

RFI

Mali

La classe politique réagit aux recommandations des Assises

Six mois à cinq ans de prolongation pour la période de transition au Mali, implantation de nouveaux camps militaires, développement de nouvelles relations militaires, élaboration d'une nouvelle Constitution ou encore un renforcement de la lutte anticorruption... Les recommandations des Assises nationales ont provoqué, au Mali, des réactions diverses.

Après un mois de concertation dans tout le pays, les conclusions ont été rendues publiques jeudi. Outre la prolongation de la transition, les Assises ont conclu à la nécessité d'une nouvelle Constitution, à la limitation du nombre de partis politiques, ou encore au développement de nouveaux partenariats militaires.

Plusieurs centaines de recommandations ont été formulées et le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, s'est engagé à les mettre en œuvre.

Plusieurs dizaines de partis politiques, pour certains de

poinds, avaient choisi de ne pas prendre part à ces Assises jugées trop coûteuses et redondantes après les nombreuses concertations déjà menées dans le pays. Surtout, ces partis refusaient de cautionner l'allongement de la transition.

« Un flou sémantique »

Parmi eux, le parti Yelema, de l'ancien Premier ministre Moussa Mara. Il estime que « les grands maux de notre pays sont indiqués dans les conclusions de ces Assises, comme c'était le cas dans les conclusions du dialogue national inclusif. Les questions institutionnelles, les questions de

sécurité, les questions de gouvernance... L'essentiel des maux s'y retrouve ».

Pour l'ancien Premier ministre, « la question essentielle » reste le calendrier de transformation de ces recommandations en projet de réforme. « Il va sans doute y avoir, à mon avis et c'est souhaitable, que des interactions se fassent avec nos partenaires, notamment la Cédéao, pour éviter les sanctions contre notre pays et arriver à nous entendre sur un timing de transition avec la Cédéao. Donc si jamais on s'entend avec ce timing de transition, c'est de définir ce qui va être fait urgemment pendant

la transition, et de voir ce qui peut être fait pendant le régime à venir », estime-t-il.

Le PS-Yeleen, dirigé par Amadou Koïta, avait refusé de cautionner l'allongement de la transition et estime qu'aujourd'hui, le Mali se retrouve « dans une impasse sécuritaire, une impasse économique, une impasse politique, une impasse diplomatique ».

Et les recommandations issues des Assises nationales ne l'ont pas convaincu. « Cela ne fait que corroborer nos craintes et nous pensons aujourd'hui que le travail que les autorités de la transition doivent faire, surtout le président de la transition, c'est de faire en sorte que nous respections nos engagements », témoigne-t-il.

Le chronogramme des prochaines échéances électorales était très attendu, or, il reste toujours vague. « C'est un flou sémantique puisqu'on nous parle d'une fourchette d'une prolongation de six mois à cinq ans », selon M. Koïta, pour qui une nouvelle feuille de route est nécessaire pour organiser les

futures élections.

« L'objectif d'une transition, c'est la fin de la transition »

La prolongation de la transition offre une marge de négociation certaine aux autorités, engagées dans un bras de fer avec leurs partenaires internationaux menés par la Cédéao. Sur le sujet des négociations avec l'institution sous-régionale, le dirigeant du PS-Yeleen rajoute : « Nous devons travailler angles avec la Cédéao et avec l'ensemble de la communauté internationale afin que nous sortions de cette transition. L'objectif d'une transition, c'est la fin de la transition. »

D'autre part, cet exercice des Assises a particulièrement satisfait Jeamille Bittar. Porte-parole du M5 et proche du Premier ministre de transition Choguel Maïga, il a d'ailleurs lui-même participé aux travaux et plaidé pour un allongement conséquent de la période de transition.

RFI